



RAPPORT DE GESTION

PÉRIODE CLOSE LE

31 MARS 2015 – TROISIEME TRIMESTRE

450, rue de la Gare-du-Palais, 1^{er} étage, Québec (Québec) G1K 3X2 – 418 704-6038 www.nemaskalithium.com

Ce rapport de gestion a pour objet d'aider le lecteur à connaître davantage les activités de Nemaska Lithium Inc. (la « Société ») et les points saillants de ses résultats financiers. Il explique notamment l'évolution de la situation financière et des résultats pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mars 2015 et contient une comparaison de ses états de la situation financière au 31 mars 2015 et 30 juin 2014.

Ce rapport de gestion, préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, doit être lu en parallèle avec les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2014 ainsi que les notes afférentes.

Les états financiers intermédiaires résumés non audités et ce rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration de la Société le 26 mai 2015. Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés figurant dans ce rapport de gestion, notamment les énoncés concernant les opinions, les projets, les objectifs, les stratégies, les estimations, les intentions et les attentes de la Société, ainsi que d'autres énoncés ne portant pas sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On peut reconnaître ces énoncés aux termes comme « prévoir », « anticiper », « estimer », « s'attend » et « envisage » ainsi que d'autres termes et expressions similaires. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de cette dernière, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs et ont trait, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes mentionnées aux présentes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes »). Les résultats réels de la Société pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou que laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'événements spéciaux qui pourraient être annoncés ou avoir lieu après la date des présentes. Sauf si la législation applicable l'exige, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs pour tenir compte, notamment, de nouveaux renseignements ou d'événements futurs et elle ne s'engage nullement à le faire.

Statuts constitutifs, nature des activités et continuité d'exploitation

La Société est domiciliée au Canada et constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX sous le symbole NMX et à la Bourse américaine des titres transigés de gré à gré QX (OTCQX) sous le symbole NMKEF.

La Société est engagée dans l'exploration et le développement de projets miniers de lithium provenant de roche dure et dans le traitement connexe du spodumène en composés de lithium. Ses activités se situent dans la province de Québec, au Canada. La Société a déterminé que l'une de ses propriétés minières, à savoir Whabouchi, contient des réserves de minerai économiquement recouvrables, conformément à une étude de faisabilité NI-43-101 datée du 13 mai 2014 et préparée par Met-Chem Canada Inc. (« Met-Chem ») et déposé sur SEDAR le 27 juin 2014.

La Société a décidé d'axer son plan d'affaires sur la production d'hydroxyde de lithium de grande pureté. Cette décision repose sur un examen approfondi des études de marché portant sur les composés de lithium et des entretiens avec nombre d'utilisateurs finaux d'hydroxyde de lithium et de carbonate de lithium. Il ne fait aucun doute que l'hydroxyde de lithium ressort en tant que composé chimique de choix destiné au marché en pleine croissance des batteries de lithium-ion. La Société rendra une décision officielle en lien avec la construction

d'une mine et d'un concentrateur sur le site de la mine et de l'usine d'hydrométallurgie dans la province de Québec une fois qu'elle aura reçu, notamment, le certificat d'autorisation du Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et la décision sur l'évaluation environnementale du projet de la part du Ministère de l'Environnement du Canada.

Bien que la Société prenne toutes les mesures conformes aux normes de l'industrie afin de s'assurer que les titres de propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier sont en règle, les titres pourraient être assujettis à des ententes précédentes non enregistrées ou au non-respect de dispositions réglementaires.

La recouvrabilité des montants indiqués au titre des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la capacité de la Société d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et la production rentable future ou du produit de la cession de tels biens. En date des états financiers, la valeur comptable des propriétés minières représente, selon la direction, la meilleure estimation de leur valeur recouvrable nette. Cette valeur pourrait toutefois être réduite dans le futur.

La direction estime que le fonds de roulement disponible pour la Société à la fin de la période fournira à la Société un financement adéquat afin de répondre à ses obligations à court terme et de poursuivre ses efforts dans le processus d'obtention des permis liés à la construction et la mise en opération de la mine Whabouchi.

Comme la Société ne génère pas de revenus, la Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré la capacité de la Société à obtenir des fonds par le passé, il n'y a pas de garantie qu'elle sera en mesure d'obtenir du financement additionnel dans le futur.

Ces états financiers intermédiaires résumés pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mars 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») ainsi que sur l'hypothèse de la continuité. L'application des normes IFRS dans l'hypothèse de la continuité peut être inappropriée parce que la condition ci-dessus indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et passifs, si l'hypothèse de la continuité s'avère non fondée.

Faits saillants pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015 et jusqu'à la date de ce rapport et prochaines étapes

Le principal objectif d'affaires que la Société souhaite atteindre à court terme est de compléter le processus nécessaire à l'obtention du certificat d'autorisation auprès du Ministre du MDDELCC et la décision sur l'évaluation environnementale de la part Ministère de l'Environnement du Canada quant à la construction d'une mine et d'un concentrateur à la propriété Whabouchi.

Le processus d'octroi des permis comprend entre autres la tenue de consultations et d'audiences publiques. Les audiences publiques du Comité d'examen du Québec (le « COMEX ») ont été tenu les 30 et 31 mars 2015 dans la communauté crie de Nemaska et le 1^{er} avril 2015, à Chibougamau. Les consultations publiques du COMEX constituent la dernière étape avant que le MDDELCC rende sa décision d'émettre le certificat d'autorisation requis pour la construction et l'exploitation de la mine Whabouchi. L'Agence canadienne d'évaluation environnementale a tenu ses consultations publiques sur le projet au sein de la communauté crie de Nemaska en novembre 2013 et a déposé son projet d'évaluation environnementale le 6 mai 2015 afin de recevoir les commentaires du public jusqu'au 5 juin 2015. Après cette date, le Ministère de l'Environnement du

Canada peut émettre son rapport final sur l'évaluation environnementale pour le projet d'exploitation minière Whabouchi.

Tout en complétant la finalisation du processus d'autorisation, et étant donné qu'un projet de minerai industriel doit obtenir des contrats d'achat avec les utilisateurs finaux afin de faciliter son financement, Nemaska a décidé de construire une usine de démonstration de phase 1 pendant que la Société complète le processus d'octroi des permis et la construction des installations à plus grande échelle. L'usine utilisera les processus de production d'hydroxyde de lithium et de carbonate de lithium développés par la Société, et aura une capacité moyenne combinée d'environ 500 tonnes par année. Le budget pour construire et exploiter l'usine de phase 1 pour une période de 2 ans est de 38 millions de dollars.

La Société a opté pour une usine de démonstration afin de qualifier sa production auprès de clients et ainsi pouvoir signer des contrats d'approvisionnement avant la construction de l'usine commerciale. Cette stratégie offre aussi les avantages suivants :

- L'opportunité de former et de développer les compétences du personnel initial pour un démarrage rapide de l'usine commerciale;
- L'opportunité d'optimiser les processus ;
- Raccourcissement de l'échéancier relatif au démarrage de l'usine commerciale.
- Raccourcissement du temps nécessaire pour qualifier ses produits auprès de clients potentiels.

Le 16 février 2015, la Société s'est vu accorder une subvention de commercialisation technologique de 12,87 millions de dollars par Technologies du développement durable Canada (« TDCC »), organisme financé par le gouvernement fédéral, pour son usine de phase 1. Cette subvention représente environ 32 % du budget total du projet qui s'élève à environ 38 millions de dollars. La Société est en pourparlers avec d'autres investisseurs et des partenaires stratégiques potentiels afin d'obtenir le financement manquant. L'annonce de la subvention du TDCC devrait permettre à la Société de compléter le financement dans les délais opportuns.

Le 7 novembre 2014 Nemaska Lithium Inc., le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le gouvernement de la Nation Crie et la Nation Crie de Nemaska ont signé une entente sur les répercussions et avantages (l'«Entente Chinuchi ») relatifs au développement et l'exploitation du projet de lithium Whabouchi en territoire Eeyou Istchee. L'Entente Chinuchi lie les parties, régit la relation à long terme entre la Société et les Cris pendant toute la durée du projet Whabouchi. Il prévoit entre autres des possibilités de formation, d'emploi et d'affaires pour les Cris durant la construction, l'exploitation et la fermeture de la mine et énonce les principes de respect social, culturel et environnemental qui s'appliqueront à la gestion du projet. L'Entente Chinuchi prévoit aussi un mécanisme qui permettra aux Cris de bénéficier financièrement du succès à long terme du projet, conformément aux meilleures pratiques de l'industrie minière en matière de relations avec les Premières Nations et à la Politique minière de la Nation Crie.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 mars 2015 la Société a levé, avant les coûts d'émission d'actions, un total de 4 515 176 \$ par l'émission d'actions tel que décrit ci-dessous:

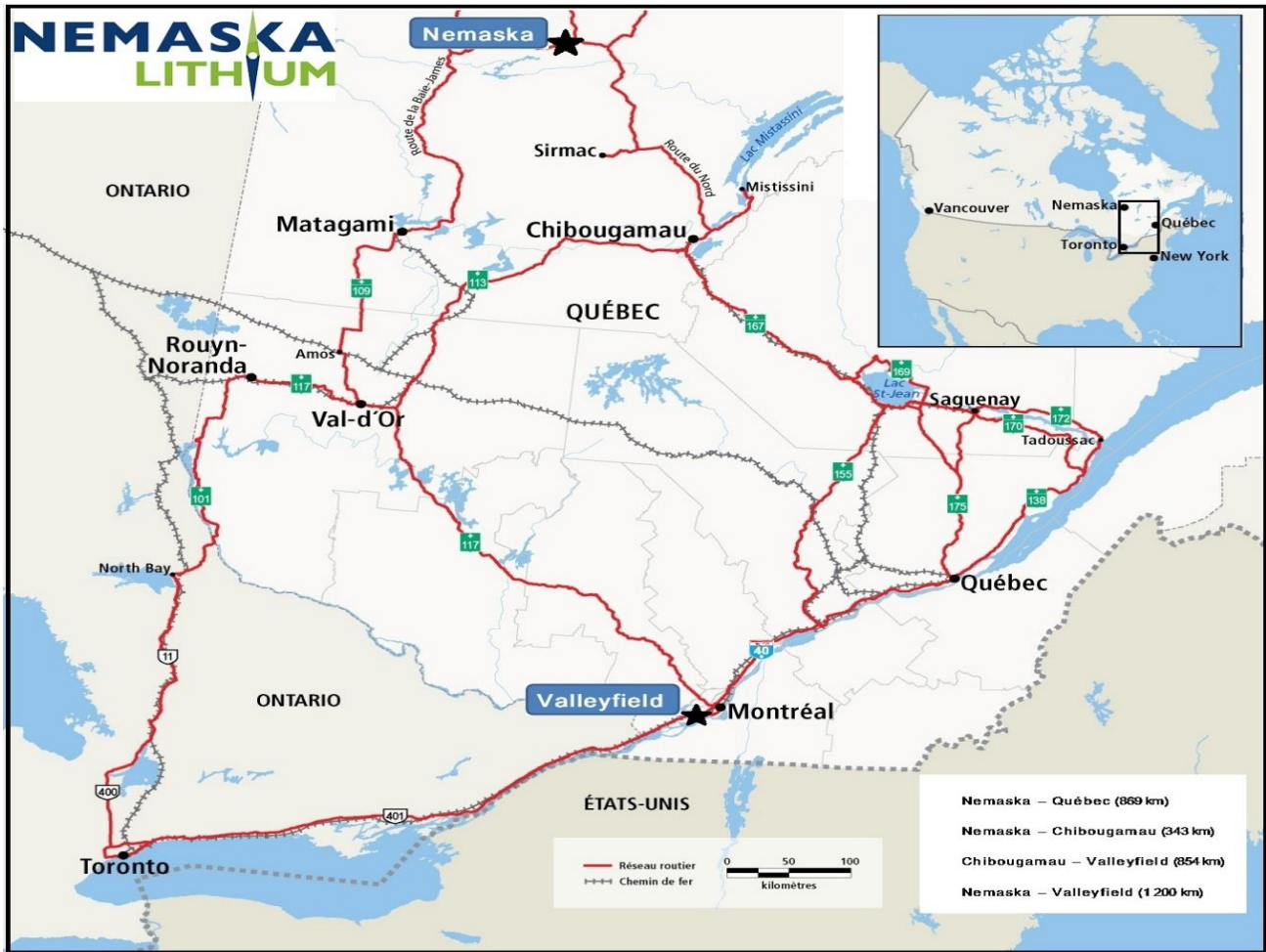
- Le 11 mars 2015, la Société a complété un placement privé sans courtier pour un produit brut de 400 000 \$ au moyen de l'émission de 2 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ chacune. Chaque unité sera composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement pourra être exercé pendant une période de 24 mois, à partir de la date d'émission, et permettra de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,28 \$.

- Le 4 février 2015 et le 20 février 2015, la Société a conclu un placement sans courtier pour un produit brut de 2 000 000 \$ au moyen de l'émission de 10 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ par voie de supplément de prospectus no 5 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement permet à son porteur de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,28 \$ jusqu'au 4 février 2017.
- Le 14 novembre 2014 et le 17 novembre 2014, la Société a conclu un placement avec courtier pour un produit brut de 1 500 000 \$ au moyen de l'émission de 8 823 530 unités au prix de 0,17 \$ par voie de supplément de prospectus no 4 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Le 17 novembre 2014, la Société a également conclu un placement privé avec courtier par l'intermédiaire d'un investisseur européen pour un produit brut de 42 500 \$, au moyen de l'émission de 250 000 unités au prix unitaire de 0,17 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 12 mois, à compter du 14 novembre 2014 et du 17 novembre 2014, selon le cas, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,25 \$.
- Au cours du mois de septembre 2014, 1 254 000 options d'achat d'actions ordinaires ont été exercées, par des membres de la direction et des membres du conseil d'administration, à un prix d'exercice moyen de 0,144 \$. À la suite de ces exercices, la Société a reçu un montant total de 180 576 \$ et a émis un total de 1 254 000 actions ordinaires de la Société. Par conséquent, un montant de 136 820 \$ a été reclassé du poste « Surplus d'apport » à « Capital social et bons de souscription ».
- Au cours du mois d'août 2014, 745 000 bons de souscription ont été exercés à un prix d'exercice de 0,18 \$ par action et 1 290 000 bons de souscription ont été exercés par des actionnaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action. À la suite de ces exercices, la Société a reçu un montant total de 392 100 \$ et a émis un total de 2 035 000 actions ordinaires de la Société.

Le 15 juillet 2014, la Société a émis 500 000 actions ordinaires conformément aux engagements liés à la propriété Whabouchi d'une valeur totale de 80 000 \$.

Faits Saillants de l'Étude de Faisabilité, Ressources Minérales et Réserves Minérales

À la date du présent rapport, la Société détient deux (2) propriétés minières composées de 57 claims miniers (Whabouchi et Sirmac) sur le territoire Eeyou Istchee / Baie James, province de Québec. La Société a aussi fait un paiement initial afin d'acquérir approximativement 150 000 m² de terrain dans le parc industriel et portuaire Perron à Salaberry-de-Valleyfield, au Québec, à l'endroit où la Société planifie de construire son usine de production d'hydroxyde de lithium et le carbonate de lithium.



Le tableau ci-dessous met en évidence des informations sélectionnées tirés de l'étude de faisabilité publiée sur SEDAR le 27 Juin 2014:

Points saillants de l'Étude de Faisabilité (Tous les calculs se fondent sur un concentré de spodumène à 6 % de Li ₂ O) (Tous les montants indiqués sont en dollars canadiens (CA\$), sauf indication contraire)	
Durée de vie prévue de la mine	26 ans
Recettes pour la durée de vie de la mine	6,9 milliards de dollars (moyenne de 267 M\$/an sur 26 ans)
Flux de trésorerie net avant impôts	3,4 milliards de dollars (moyenne de 151 M\$/an excluant les CAPEX initiaux)
Valeur actualisée nette (« VAN ») avant impôts	924 M\$ @ taux d'actualisation de 8% (scénario de base) 680 M\$ @ taux d'actualisation de 10%
Valeur actualisée nette (« VAN ») après impôts	581 M\$ @ taux d'actualisation de 8% (scénario de base) 412 M\$ @ taux d'actualisation de 10%
Taux de rendement interne (« TRI ») avant impôts	25,2 %
Taux de rendement interne (« TRI ») après impôts	21,0 %
Dépenses initiales totales en immobilisations	448 M\$ en CAPEX 52 M\$ de provisions pour imprévus 21 M\$ en fonds de roulement
Récupération des capitaux investis	3,7 ans
Prix de vente de l'hydroxyde de lithium	8 000 \$US/t FOB Valleyfield
Prix de vente du carbonate de lithium	5 000 \$US/t FOB Valleyfield
Coût moyen par tonne du concentré de spodumène	189 \$/t FOB mine Whabouchi
Coût moyen par tonne d'hydroxyde de lithium	3 450 \$/t (3 105 \$US/t) FOB Valleyfield
Coût moyen par tonne de carbonate de lithium	4 190 \$/t (3 771 \$US/t) FOB Valleyfield
Production moyenne annuelle	≈ 213 000 tonnes de concentré (6%) ≈ 28 000 tonnes d'hydroxyde de lithium ≈ 3,250 tonnes de carbonate de lithium
Taux de change \$CA en \$US	1 : 0,90

Réserves minérales et ressources minérales

Les ressources minérales furent estimées sur la base des paramètres de modélisation géologique qui sont basés sur le mémorandum reçu de SGS Géostat, daté du 22 janvier 2014:

- Les ressources minérales ont été évaluées à partir des résultats d'analyses de forages et de rainures réalisées par la Société depuis 2009. Les données historiques de forages et de rainures n'ont pas été prises en compte dans le présent estimé de ressources. Un total de 479 forages et rainures et 9 358 résultats d'analyses ont servi à la modélisation des ressources minérales.
- La modélisation 3-D des ressources minérales des zones minéralisée a été réalisée en utilisant une teneur de modélisation minimale de 0,50 % Li_2O sur une épaisseur horizontale de 2 m.
- L'interpolation a été complétée en utilisant des échantillons composites d'une longueur de 2 m. Les ressources minérales ont été modélisées et estimées à l'aide du logiciel Genesis®.
- Le modèle de blocs fut fait en utilisant un Krigage ordinaire. Le modèle de blocs a été défini par des blocs d'une dimension de 5 m de long par 3 m de large et d'une épaisseur de 5 m. Le modèle de blocs couvre une longueur de 1 315 m dans le sens de la direction avec une profondeur maximale de 520 m sous la surface.
- Les ressources minérales dans la fosse ont été limitées à l'intérieur de la fosse optimisée. Les blocs interpolés du modèle situés en dessous de la fosse optimisée ne sont pas inclus dans les ressources minérales. Les ressources minérales qui sont situées à l'intérieur de la fosse atteignent une profondeur de 320 m de la surface (profondeur maximale de la fosse optimisée).
- La teneur de coupure des ressources minérales est de 0,43 % Li_2O .

Estimé des ressources minérales (en fosse) – Projet Whabouchi		
Catégories des ressources	Tonnage (t)*	Teneur Li_2O (%)
Mesurées	12 998 000	1,60
Indiquées	14 993 000	1,54
Mesurées + Indiquées	27 991 000	1,57
Présumées	4 686 000	1,51

*Note : Les ressources minérales ont été estimées en utilisant les définitions standards de l'Institut Canadien des Mines et de la Métallurgie (« ICM »), en conformité avec l'*Instruction Nationale 43-101 – Information concernant les projets miniers*. Des ressources minérales qui ne sont pas des réserves minérales n'ont pas démontré une viabilité économique. Les ressources présumées sont exclues des ressources mesurées et indiquées. Une densité relative de 2,7 t/m^3 fut utilisée. Date effective 22 janvier 2014. Arrondi au premier mille.

L'estimation des réserves minérales utilisée dans l'Étude de faisabilité a été préparée en utilisant le modèle des ressources minérales mis à jour. Les réserves minérales sont comprises dans les ressources minérales mesurées et indiquées qui ont été identifiées comme étant économiquement extractibles et qui tiennent compte des pertes d'exploitation minière ainsi que la dilution due aux pertes.

Réserves minérales – Projet Whabouchi		
Catégories de réserve	Tonnage (Mt)	Teneur Li_2O (%)
Fosse à ciel ouvert		
Présumées	11,7	1,58
Probables	8,3	1,46
Présumées et probables	20,0	1,53

Mine souterraine		
Présumées	1,6	1,27
Probables	5,7	1,29
Présumées et probables	7,3	1,28

Les ressources minérales ont été estimées en utilisant les définitions standards de l'Institut Canadien des Mines et de la Métallurgie (« ICM »), en conformité avec l'*Instruction Nationale 43-101 – Information concernant les projets miniers*. La teneur de coupure à l'intérieur de la fosse est de $\geq 0,43$ % Li_2O et la teneur de coupure de la mine souterraine est de $\geq 0,80$ % Li_2O . La date effective est le 13 mai 2014 pour l'estimé des réserves minérales. * Arrondi au premier millier.

Principaux travaux prévus et les détails des travaux d'exploration et de développement

Comme le projet Whabouchi est actuellement dans le processus d'obtention des permis et qu'il n'est pas possible de commencer des travaux d'importance sur la propriété jusqu'à ce que le certificat d'autorisation général requis ne soit accordé, il n'y a donc pas de travail sur le terrain prévu sur cette propriété au cours des douze prochains mois. Cependant, des tests d'optimisation métallurgique sont en cours.

Comme pour le projet Sirmac, la dernière campagne de forage et les tests métallurgiques n'ont pas permis de confirmer la présence de spodumène de qualité technique (à faible teneur en fer) nécessaire pour une utilisation directe. Les derniers résultats et les rapports de ces tests recommandent que des travaux supplémentaires soient entrepris sur la propriété. Cependant, compte tenu du fait que la priorité est présentement sur le projet Whabouchi, aucuns travaux supplémentaires ne sont prévus à court terme sur le projet Sirmac. Malgré cette décision, la direction a toujours l'intention de renouveler ses claims et de poursuivre les activités de prospection sur ses propriétés lorsque les fonds nécessaires seront disponibles à des conditions raisonnables et acceptables.

Les principaux travaux prévus sur la propriété Whabouchi sont les suivants :

PRINCIPAUX TRAVAUX PLANIFIÉS	
Propriété	Travaux
<i>Whabouchi</i>	Poursuivre le processus d'obtention des permis pour être autorisé à construire et exploiter une mine de spodumène et un concentrateur pour le projet Whabouchi.

Détails des travaux d'exploration**Propriété Whabouchi**

Les travaux suivants ont été réalisés sur la propriété Whabouchi durant les 8 derniers trimestres et jusqu'en date du présent rapport :

Travaux sur Whabouchi	Objectifs	Résultats
Étude de faisabilité rapport NI-43-101 complétée par Met-Chem	Confirmer les réserves minérales du gisement Whabouchi. Confirmer les dépenses en immobilisations pour la construction d'une mine et d'un concentrateur sur le site de la mine. Confirmer les dépenses d'exploitations reliées à ces éléments. Confirmer les coûts de transport et de logistique d'un concentré de spodumène à 6% de Li ₂ O vers Salaberry-de-Valleyfield pour la transformation. Confirmer les dépenses en immobilisations pour la construction d'une usine de produits chimiques pour convertir le concentré de spodumène en hydroxyde de lithium et carbonate de lithium de qualité batterie. Confirmer les dépenses d'exploitation reliées à ces éléments.	Les résultats de l'étude de faisabilité ont été déposés en date du 13 mai 2014. Le rapport complet a été déposé sur SEDAR le 27 juin 2014.
Tests métallurgiques en laboratoire et essais en usine pilote	Confirmer un processus pour produire de l'hydroxyde de lithium de grande pureté à partir de concentré de spodumène et également pour produire du carbonate de lithium de grande pureté à partir de l'hydroxyde de lithium, produit à partir du premier processus.	L'hydroxyde et le carbonate de lithium, tous deux de grande pureté, ont été produits au niveau d'échelle pilote. Des échantillons ont été envoyés à des utilisateurs potentiels. Des demandes de brevets ont été déposées afin de protéger ces processus.
Tests métallurgiques en laboratoire et essais en usine pilote	Essais additionnels de traitement du concentré afin de démontrer la faisabilité de produire un concentré de spodumène à 6 % en utilisant uniquement la séparation en milieu dense (DMS).	Tests complétés. Confirme une utilisation optimisée du DMS dans le processus. Résultats inclus dans l'étude de faisabilité du 13 mai 2014.

Travaux sur Whabouchi	Objectifs	Résultats
Étude des impacts environnementaux et sociaux du projet	Supporter la demande pour l'obtention des permis nécessaires pour la construction ainsi que l'opération d'une mine et d'un concentrateur.	Le rapport fut déposé le 3 avril 2013. Suite du processus en cours pour l'obtention des permis auprès des agences fédérales et provinciales.
En septembre 2013, forage au diamant pour définition du dépôt, 14 sondages totalisant 1 815 mètres	Forage au diamant additionnel dans la fosse projetée afin d'augmenter le nombre de tonnes dans les catégories mesurées et indiquées.	Mise à jour de l'estimé des ressources reçue le 23 janvier 2014. Cet estimé a été utilisé pour l'étude de faisabilité du 13 mai 2014.

Propriété Sirmac

Les travaux suivants ont été réalisés sur la propriété Sirmac durant les 8 derniers trimestres et jusqu'en date du présent rapport :

Travaux sur Sirmac	Objectifs	Résultats
En juin 2013, travaux d'exploration desquelles 25 échantillons choisis ont été prélevés et expédiés en laboratoire	Échantillonner les pegmatites pour le lithium dans les nouveaux claims acquis (indice Clapier).	Des résultats allant jusqu'à 3,69 % de Li_2O ont été obtenus. Le rapport final a été déposé en septembre 2013 (MRN).
Tests métallurgiques chez SGS Canada Inc. (Lakefield)	Confirmer la possibilité d'obtenir un concentré de spodumène à faible teneur en fer (de qualité technique).	Les résultats n'ont pas confirmé la possibilité d'obtenir un concentré de spodumène de qualité technique.
Nouveaux tests pour le Tantale	Confirmer la présence de zones minéralisées de tantale.	Résultats allant jusqu'à 862 ppm de Ta_2O_5 .

Principales données financières

Les tableaux suivants présentent un sommaire de certaines données financières sélectionnées dans les états intermédiaires résumés de la perte nette pour les périodes closes les 31 mars 2015 et 2014 ainsi que dans les états intermédiaires résumés de la situation financière au 31 mars 2015, au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013.

Informations financières sélectionnées dans les états de la perte nette				
	Périodes de trois mois closes au 31 mars		Périodes de neuf mois closes au 31 mars	
Résultat	2015 (\$)	2014 (\$)	2015 (\$)	2014 (\$)
Revenu d'intérêts	3 253	3 732	14 723	13 675
Perte avant impôts	687 608	309 698	1 619 529	2 371 024
Perte nette	687 608	309 698	1 619 529	2 452 096
Perte par action – de base et diluée	0,004	0,002	0,009	0,019
Informations financières sélectionnées dans les états de la situation financière				
	Au			
	31 mars 2015 (\$)	30 juin 2014 (\$)	30 juin 2013 (\$)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 529 837	1 099 505	2 445 768 ⁽¹⁾	
Fonds de roulement	2 173 111	1 162 265	876 120 ⁽²⁾	
Actifs totaux	29 780 922	26 937 165	25 824 310	
Passifs totaux	2 827 188	2 839 354	4 359 038	
Capitaux propres	26 953 734	24 097 811	21 465 272	

⁽¹⁾ La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent un montant de 496 087 \$ au 30 juin 2013 d'encaisse réservée à l'exploration.

⁽²⁾ Il s'agit d'une mesure financière non définie par les PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR de la société et, il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Cette mesure financière est définie comme étant les actifs courants hors trésorerie réservée à l'exploration, moins les passifs courants à l'exclusion du passif lié aux actions accréditives, ce qui représente le fonds de roulement à la disposition de la Société à des fins administratives générales et autres fonds de roulement.

État de la situation financière au 31 mars 2015

Au 31 mars 2015, l'actif total de la Société étaient de 29 780 922 \$, soit une augmentation de 1 687 611 \$ et de 2 843 757 \$ comparativement au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2014. L'augmentation de l'actif total au cours de la période de neuf mois close le 31 mars 2015, est principalement liée aux éléments suivants qui contribuent à augmenter le total des actifs: i) l'émission d'actions pour une augmentation nette des liquidités de 3 476 354 \$; ii) l'exercice d'options par des membres de la direction et des membres du Conseil d'administration pour un montant brut de 180 576 \$; iii) l'exercice de bons de souscription pour un montant brut de 392 100 \$; et iv) le paiement relatif aux propriétés minières par l'émission d'actions pour un montant de 80 000 \$. D'autre part, la trésorerie utilisée pour les activités d'exploitation a contribué à la réduction des actifs pour un montant de 1 285 273 \$.

La direction estime que le fonds de roulement disponible pour la Société à la fin de la période fournira à la Société un financement adéquat afin de répondre à ses obligations à court terme et de poursuivre ses efforts dans le processus d'obtention des permis liés à la construction et la mise en opération du projet Whabouchi.

[Saut de page volontaire]

Résultats d'opération pour la période de trois mois close le 31 mars 2015

États intermédiaires résumés de la perte nette
Périodes de trois mois closes les 31 mars 2015 et 2014

	31 mars 2015	31 mars 2014
	\$	\$
CHARGES		
Salaires et charges sociales	197 172	139 603
Paiements fondés sur des actions	313 789	24 208
Loyer, frais de bureau et autres charges	38 055	34 522
Dépense d'amortissement et de dépréciation	2 929	4 356
Inscriptions, droits d'inscription et informations aux actionnaires	16 476	21 507
Promotion et publicité	17 622	5 004
Représentation, missions et expositions	43 290	50 663
Honoraires de consultants	38 863	5 776
Honoraires professionnels	21 375	26 798
	689 571	312 437
(PRODUITS) CHARGES FINANCIÈRES NETTES		
Produits financiers	(3 253)	(3 732)
Charges financières	1 290	993
	(1 963)	(2 739)
PERTE D'OPÉRATION	687 608	309 698
Impôts exigibles (recouvrés) sur les résultats	(10 655)	122 086
Impôts sur les résultats et impôts miniers différés	10 655	(122 086)
	-	-
PERTE NETTE DE LA PÉRIODE	687 608	309 698
Perte par action de base et diluée	0,004	0,002
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	185 618 327	136 833 574

Les résultats pour le trimestre clos le 31 mars 2015 montrent une perte opérationnelle de 687 608 \$ (309 698 \$ pour la même période de l'exercice précédent) tel que démontré dans le tableau précédent. À l'exception de revenus d'intérêts de 3 253 \$ (3 732 \$ pour la même période de l'exercice précédent), la Société n'a pas de revenus d'exploitation.

Tel que vu dans l'état de la perte nette précédent, les principales variations entre les informations de la période courante et de la période comparative sont : i) les salaires et charges sociales ont augmenté de 57 569 \$ principalement en raison d'une prime de 60 000 \$ qui a été inversée au cours de l'année précédente, car elle n'a jamais été versé; ii) les paiements fondés sur des actions, un élément non-monétaire, qui a augmenté de

289 581 \$ car plus d'options ont été émises dans l'année en cours que l'année précédente; iii) les frais de consultants qui ont augmenté de 33 087 \$, principalement en raison de l'augmentation des frais de relation aux investisseurs de sources externes.

Activités de financement pour la période de trois mois close le 31 mars 2015

Le 11 mars 2015, la Société a complété un placement privé sans courtier pour un produit brut de 400 000 \$, au moyen de l'émission de 2 000 000 unités au prix de 0,20 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 24 mois, à partir de la date d'émission, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société à un prix de 0,28 \$.

Le 4 février et 20 février 2015 la Société a complété un placement sans courtier pour un produit brut de 2 000 000 \$, au moyen de l'émission de 10 000 000 unités à un prix de 0,20 \$ par voie de supplément prospectus #5 dans le cadre du prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé à un prix de 0,28 \$ jusqu'au 4 février, 2017.

Activités d'investissement pour la période de trois mois close le 31 mars 2015

Durant la période de trois mois close le 31 mars 2015, un montant net de 560 063 \$ a été utilisé dans les activités d'investissement. Les fonds utilisés pour des actifs de prospection et d'évaluation ont totalisé 607 668 \$, déduction faite de la variation au cours de la période dans les comptes créditeurs et charges à payer d'un montant de 128 330 \$. Ces investissements ont été capitalisés sur la propriété Whabouchi (182 662 \$) ainsi que sur le Complexe Chimique de Lithium (296 676 \$). Les dépenses sur la propriété Whabouchi ainsi que sur le Complexe Chimique de Lithium sont principalement liées aux efforts continus relativement aux travaux effectués dans le cadre de l'optimisation des processus et la délivrance de permis. La société a également encaissé des crédits d'impôt d'un montant de 18 750 \$ et une subvention d'un montant de 28 855 \$, ce qui a contribué à financer les activités d'investissement.

Rapport de gestion

26 mai 2015

Les détails des actifs de prospection et d'évaluation par projet ou propriété pour la période de trois mois close le 31 mars 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

Propriétés ou projets	Solde au 31 décembre 2014 (\$)	Rémunération et avantages sociaux (\$)	Honoraires de consultants (\$)	Tests, échantillonnage et prospection (\$)	Hébergement, repas et frais de déplacement (\$)	Augmentation de la période (\$)	Crédits d'impôts et subventions (\$)	Solde au 31 mars 2015 (\$)
Whabouchi	16 709 757	13 794	149 287	19 503	78	182 662	-	16 892 419
Sirmac	1 447 689	-	-	-	-	-	-	1 447 689
Complexe Chimique de Lithium*	5 530 837	112 427	155 874	20 905	7 470	296 676	(47 605)	5 779 908
Total	23 688 283	126 221	305 161	40 408	7 548	479 338	(47 605)	24 120 016

* La Société a identifié des marchés d'intérêts spécifiques pour les composés de lithium produits à partir de la transformation du concentré de spodumène et a aussi complété, entre autres choses, de nombreux essais métallurgiques en usine pilote afin de déterminer un processus visant à produire de l'hydroxyde de lithium directement à partir du concentré de spodumène et aussi pour produire du carbonate de lithium à partir de l'hydroxyde de lithium. Des demandes de brevet et un traité de coopération en matière de brevets (PCT) couvrant de tels procédés ont été déposés. Afin de refléter correctement ce travail spécifique au sein des actifs de la Société, il a été décidé de comptabiliser cet actif de prospection et d'évaluation en tant que « Complexe Chimique de Lithium ».

Rapport de gestion

26 mai 2015

Les détails des actifs de prospection et d'évaluation par projet ou propriété pour la période de trois mois close le 31 mars 2014 sont présentés dans le tableau suivant :

Propriétés ou projets	Solde au 31 décembre 2013 (\$)	Rémunération et avantages sociaux (\$)	Honoraires de consultants (\$)	Tests, échantillonnage et prospection (\$)	Hébergement, repas et frais de déplacement (\$)	Augmentation de la période (\$)	Crédits d'impôts et subventions (\$)	Solde au 31 mars 2014 (\$)
Whabouchi	14 755 736	15 002	642 186	111 057	1 361	1 848	771 454	15 527 190
Sirmac	1 447 339	-	350	-	-	-	350	1 447 689
Complexe Chimique de Lithium*	3 814 725	33 387	433 670	82 019	-	-	549 076	4 363 801
Total	20 017 800	48 389	1 076 206	193 076	1 361	1 848	1 320 880	21 338 680

* La Société a identifié des marchés d'intérêts spécifiques pour les composés de lithium produits à partir de la transformation du concentré de spodumène et a aussi complété, entre autres choses, de nombreux essais métallurgiques en usine pilote afin de déterminer un processus visant à produire de l'hydroxyde de lithium directement à partir du concentré de spodumène et aussi pour produire du carbonate de lithium à partir de l'hydroxyde de lithium. Des demandes de brevet et un traité de coopération en matière de brevets (PCT) couvrant de tels procédés ont été déposés. Afin de refléter correctement ce travail spécifique au sein des actifs de la Société, il a été décidé de comptabiliser cet actif de prospection et d'évaluation en tant que « Complexe Chimique de Lithium ».

Rapport de gestion

26 mai 2015

Résultats d'opération pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015

États intermédiaires résumé de la perte nette
Périodes de neuf mois closes les 31 mars 2015 et 2014

	31 mars 2015	31 mars 2014
	\$	\$
CHARGES		
Salaires et charges sociales	551 404	457 892
Palements fondés sur des actions	346 422	122 850
Loyer, frais de bureau et autres charges	108 681	100 490
Dépense d'amortissement et de dépréciation	10 207	12 700
Inscription, droits d'inscription et informations aux actionnaires	85 539	78 182
Promotion et publicité	30 131	25 674
Représentation, missions et expositions	130 452	85 887
Honoraires de consultants	98 263	85 803
Honoraires	78 119	69 507
	1 439 218	1 038 985
(PRODUITS) CHARGES FINANCIÈRES NETTES		
Produits financiers	(14 723)	(13 675)
Charges financières	29 420	6 855
	14 967	(6 820)
PERTE D'OPÉRATION	1 453 915	1 032 165
AUTRES		
Autres dépenses (produits) liés aux actions accréditives	165 614	(88 942)
Quote-part de la perte d'une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-	1 427 801
	165 614	1 338 859
PERTE AVANT IMPÔT DE LA PÉRIODE	1 619 529	2 371 024
Impôts exigibles (recouvrés) sur les résultats	(41 817)	91 307
Impôts sur les résultats et impôts miniers différés	41 817	(10 235)
	-	81 072
PERTE NETTE DE LA PÉRIODE	1 619 529	2 452 096
Perte par action de base et diluée	0,009	0,019
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	176 208 743	127 487 697

Les résultats pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015 montrent une perte opérationnelle de 1 453 915 \$ (1 032 165 \$ pour la même période de l'exercice précédent) tel que démontré dans le tableau précédent. À l'exception de revenus d'intérêts de 14 723 \$ (13 675 \$ pour la même période de l'exercice précédent), la Société n'a pas de revenus d'exploitation.

Tel que vu dans l'état de la perte nette précédent, les principales variations entre les informations de la période courante et de la période comparative sont; i) augmentation des salaires et charges sociales de 93 512 \$, principalement en raison du fait qu'un montant de 29 248 \$ versée aux membres de la haute direction lors de l'exercice précédent a été capitalisé dans le compte d'actifs de prospection et d'évaluation et deuxièmement, en raison d'une prime de 60 000 \$ qui a été inversée au cours de l'année précédente, car elle n'a jamais été versé; ii) les paiements fondés sur des actions, un élément non-monétaire, qui a augmenté de 223 572 \$ car plus d'options ont été émises dans l'année en cours que l'année précédente; iii) l'augmentation des frais de promotion, publicité, représentation, missions et expositions de 49 022 \$, principalement en raison de missions de développement en Asie, en Europe et aux États-Unis afin de promouvoir la Société et d'augmenter le rayonnement de la Société envers des partenaires potentiels et des utilisateurs finaux pour le développement du projet Whabouchi.

Activités de financement pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015

Au cours du mois de septembre 2014, 745 000 bons de souscription ont été exercés à un prix d'exercice de 0,18 \$ par action et 1 290 000 bons de souscription ont été exercés par des actionnaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action. À la suite de ces exercices, la Société a reçu un montant total de 392 100 \$ et a émis un total de 2 035 000 actions ordinaires de la Société. Aussi, au cours du mois de septembre 2014, 1 254 000 options d'achat d'actions ordinaires ont été exercées, par des membres de la direction et des membres du conseil d'administration, à un prix d'exercice moyen de 0,144 \$. À la suite de ces exercices, la Société a reçu un montant total de 180 576 \$ et a émis un total de 1 254 000 actions ordinaires de la Société. Par conséquent, un montant de 136 820 \$ a été reclassé du poste « Surplus d'apport » à « Capital social et bons de souscription ».

Le 14 novembre 2014 et le 17 novembre 2014, la Société a conclu un placement avec courtier pour un produit brut de 1 500 000 \$ au moyen de l'émission de 8 823 530 unités au prix de 0,17 \$ par voie de supplément de prospectus n° 4 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Le 17 novembre 2014 la Société a également conclu un placement privé avec courtier par l'intermédiaire d'un investisseur européen pour un produit brut de 42 500 \$, au moyen de l'émission de 250 000 unités au prix unitaire de 0,17 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 12 mois, à compter du 14 novembre 2014 et du 17 novembre 2014, selon le cas, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,25 \$.

Le 4 février et 20 février 2015 la Société a complété un placement sans courtier pour un produit brut de 2 000 000 \$, au moyen de l'émission de 10 000 000 unités à un prix de 0,20 \$ par voie de supplément prospectus #5 dans le cadre du prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé à un prix de 0,28 \$ jusqu'au 4 février, 2017.

Le 11 mars 2015, la Société a complété un placement privé sans courtier pour un produit brut de 400 000 \$, au moyen de l'émission de 2 000 000 unités au prix de 0,20 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 24 mois, à partir de la date d'émission, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société à un prix de 0,28 \$.

Activités d'investissement pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015

Durant la période de neuf mois close le 31 mars 2015, un montant net de 1 628 397 \$ a été utilisé dans les activités d'investissement. Les fonds utilisés pour des actifs de prospection et d'évaluation ont totalisé 1 943 475 \$, déduction faite de la variation au cours de la période dans les comptes créditeurs et charges à payer et des dépôts aux fournisseurs d'un montant de 175 738 \$. Ces investissements ont été capitalisés sur la propriété Whabouchi (738 302 \$) ainsi que sur le Complexe Chimique de Lithium (1 029 436 \$). Les dépenses sur la propriété Whabouchi ainsi que sur le Complexe Chimique de Lithium sont principalement liées aux efforts continus relativement aux travaux effectués dans le cadre de l'optimisation des processus et la délivrance de permis. La société a également encaissé des crédits d'impôt d'un montant de 386 223 \$ et une subvention d'un montant de 28 855 \$, ce qui a contribué à financer les activités d'investissement.

[Saut de page volontaire]

Rapport de gestion

26 mai 2015

Les détails des actifs de prospection et d'évaluation par projet ou propriété pour la période de neuf mois close le 31 mars 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

Propriétés ou projets	Solde au 30 juin 2014 (\$)	Rémunération et avantages sociaux (\$)	Honoraires de consultants (\$)	Tests, échantillonnage et prospection (\$)	Hébergement, repas et frais de déplacement (\$)	Augmentation de la période (\$)	Crédits d'impôts et subventions (\$)	Solde au 31 mars 2015 (\$)
Whabouchi	16 154 117	42 270	612 984	70 177	12 871	738 302	-	16 892 419
Sirmac	1 447 689	-	-	-	-	-	-	1 447 689
Complexe Chimique de Lithium*	4 798 077	233 453	408 184	373 370	14 429	1 029 436	(47 605)	5 779 908
Total	22 399 883	275 723	1 021 168	443 547	27 300	1 767 738	(47 605)	24 120 016

* La Société a identifié des marchés d'intérêts spécifiques pour les composés de lithium produits à partir de la transformation du concentré de spodumène et a aussi complété, entre autres choses, de nombreux essais métallurgiques en usine pilote afin de déterminer un processus visant à produire de l'hydroxyde de lithium directement à partir du concentré de spodumène et aussi pour produire du carbonate de lithium à partir de l'hydroxyde de lithium. Des demandes de brevet et un traité de coopération en matière de brevets (PCT) couvrant de tels procédés ont été déposés. Afin de refléter correctement ce travail spécifique au sein des actifs de la Société, il a été décidé de comptabiliser cet actif de prospection et d'évaluation en tant que « Complexe Chimique de Lithium ».

Les détails des actifs de prospection et d'évaluation par projet ou propriété pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 sont présentés dans le tableau suivant :

Propriétés ou projets	Solde au 30 juin 2013 (\$)	Rémunération et avantages sociaux (\$)	Honoraires de consultants (\$)	Tests, échantillonnage et prospection (\$)	Hébergement, repas et frais de déplacement (\$)	Augmentation de la période (\$)	Crédits d'impôts et subventions (\$)	Solde au 31 mars 2014 (\$)
Whabouchi	14 041 770	123 328	875 164	11 698	173 051	256 401	45 778	1 485 420
Sirmac	1 332 692	35 987	16 600	11 699	47 546	1 418	1 747	114 997
Complexe Chimique de Lithium*	3 371 057	133 095	642 225	-	216 178	-	1 246	992 744
Total	18 745 519	292 410	1 533 989	23 397	436 775	257 819	48 771	2 593 161

* La Société a identifié des marchés d'intérêts spécifiques pour les composés de lithium produits à partir de la transformation du concentré de spodumène et a aussi complété, entre autres choses, de nombreux essais métallurgiques en usine pilote afin de déterminer un processus visant à produire de l'hydroxyde de lithium directement à partir du concentré de spodumène et aussi pour produire du carbonate de lithium à partir de l'hydroxyde de lithium. Des demandes de brevet et un traité de coopération en matière de brevets (PCT) couvrant de tels procédés ont été déposés. Afin de refléter correctement ce travail spécifique au sein des actifs de la Société, il a été décidé de comptabiliser cet actif de prospection et d'évaluation en tant que « Complexe Chimique de Lithium ».

Informations trimestrielles choisies

Les résultats d'exploitation pour chacun des 8 derniers trimestres sont présentés dans le tableau suivant. L'information reliée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers audités de l'exercice clos le 30 juin 2014.

Résultats d'opération :

Résultats d'opération au:	Revenus d'intérêts (\$)	Perte avant impôts (\$)	Perte nette (\$)	Perte par action (de base et diluée) (\$)
31 mars 2015	3 253	687 608	687 608	0,004
31 décembre 2014	2 897	383 782	383 782	0,002
30 septembre 2014	8 573	548 139	548 139	0,003
30 juin 2014	4 055	404 979	404 979	0,002
31 mars 2014	3 732	309 698	309 698	0,002
31 décembre 2013	3 588	1 744 294	1 775 065	0,014
30 septembre 2013	6 355	317 032	367 333	0,003
30 juin 2013	6 465	862 052	862 692	0,008

Actions ordinaires :

Informations sur les actions ordinaires en circulation au:	Actions ordinaires en circulation	Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires en circulation
En date de ce rapport	191 596 104	188 442 517
31 mars 2015	191 596 104	185 618 327
31 décembre 2014	179 596 104	175 101 858
30 septembre 2014	170 522 574	168 110 593
30 juin 2014	166 733 574	136 969 547
31 mars 2014	136 833 574	136 833 574
31 décembre 2013	136 833 574	129 832 447
30 septembre 2013	116 000 242	116 000 242
30 juin 2013	116 000 242	104 681 186

Le 14 novembre 2014 et le 17 novembre 2014, la Société a conclu un placement avec courtier pour un produit brut de 1 500 000 \$ au moyen de l'émission de 8 823 530 unités au prix de 0,17 \$ par voie de supplément de prospectus n° 4 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Le 17 novembre 2014 la Société a également conclu un placement privé avec courtier par l'intermédiaire d'un investisseur européen pour un produit brut de 42 500 \$, au moyen de l'émission de 250 000 unités au prix unitaire de 0,17 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 12 mois, à compter du 14 novembre 2014 et du 17 novembre 2014, selon le cas, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,25 \$.

Le 4 février 2015 et le 20 février 2015, la Société a conclu un placement sans courtier pour un produit brut de 2 000 000 \$ au moyen de l'émission de 10 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ par voie de supplément de prospectus n° 5 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement permet à son porteur de souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 0,28 \$ jusqu'au 4 février 2017.

Le 11 mars 2015, la Société a complété un placement privé sans courtier pour un produit brut de 400 000 \$, au moyen de l'émission de 2 000 000 unités au prix de 0,20 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier émis en vertu de ce financement peut être exercé pendant une période de 24 mois, à partir de la date d'émission, et permet de souscrire une action ordinaire de la Société à un prix de 0,28 \$.

Options d'achat d'actions :

Options d'achat d'actions en circulation au:	Options émises	Options exerçables	Prix d'exercice moyen (\$)
En date de ce rapport	8 722 075	8 628 325	0,29
31 mars 2015	8 722 075	8 586 658	0,29
31 décembre 2014	5 831 075	5 612 325	0,31
30 septembre 2014	6 035 575	5 473 075	0,31
30 juin 2014	7 352 075	6 279 158	0,30
31 mars 2014	6 452 075	5 483 324	0,33
31 décembre 2013	6 452 075	5 139 576	0,36
30 septembre 2013	5 031 575	4 694 075	0,38
30 juin 2013	6 119 075	5 287 825	0,40

Au cours du mois de septembre 2014, 1 254 000 options d'achat d'actions ordinaires ont été exercées par des membres de la direction et des membres du conseil d'administration à un prix d'exercice moyen de 0,144 \$.

Suite à ces exercices, la Société a reçu un montant total de 180 576 \$ et a émis un total de 1 254 000 actions ordinaires de la Société.

De plus, au cours de la période de neuf mois close le 31 mars 2015, 3 100 000 options ont été octroyées à un prix d'exercice de 0,20 \$ et 476 000 options à un prix d'exercice moyen de 0,46 \$ ont expiré.

Au 31 mars 2015, la Société avait octroyé 8 722 075 options d'achat d'actions ordinaires. Ces options permettent à leurs détenteurs de souscrire à une action ordinaire au prix variant entre 0,10 \$ et 0,51 \$ par action ordinaire jusqu'en mars 2020, sujet aux modalités prévues au Plan d'options d'achat d'actions.

Bons de souscription aux actionnaires et Options de rémunération aux courtiers :

Bons de souscription émis aux actionnaires en circulation en date du :	Bons de souscription émis aux actionnaires	Bons exerçables	Prix d'exercice moyen (\$)
En date de ce rapport	33 868 431	33 868 431	0,21
31 mars 2015	40 930 015	40 930 015	0,25
31 décembre 2014	34 930 015	34 930 015	0,24
30 septembre 2014	30 393 250	30 393 250	0,24
30 juin 2014	32 428 250	32 428 250	0,24
31 mars 2014	17 478 250	17 478 250	0,27
31 décembre 2013	17 478 250	17 478 250	0,27
30 septembre 2013	8 676 584	8 676 584	0,45
30 juin 2013	8 676 584	8 676 584	0,45

Au cours du mois d'août 2014, 745 000 bons de souscription ont été exercés par des actionnaires à un prix d'exercice de 0,18 \$ par action et 1 290 000 bons de souscription ont été exercés par des actionnaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action. Suite à ces exercices, la Société a reçu un montant total de 392 100 \$ et a émis un total de 2 035 000 actions ordinaires de la Société.

Au cours du mois de novembre 2014, après avoir complété un placement, par l'entremise d'un courtier, par voie d'un supplément de prospectus n° 4, dans le cadre du prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013 et un placement privé, par l'entremise d'un courtier, par un investisseur européen, la Société a émis 4 536 765 bons de souscription aux actionnaires à un prix d'exercice de 0,25 \$ par action et exerçable pendant une période de 12 mois après leur émission.

Le 4 février 2015 et le 20 février 2015, suite à la clôture d'un placement sans courtier par voie de supplément de prospectus n° 5 conformément au prospectus préalable de base daté du 4 mars 2013, la Société a émis 5 000 000 de bons de souscription aux actionnaires à un prix d'exercice de 0,28 \$ par action et exerçable pendant une période de 24 mois après leur émission.

Le 11 mars 2015, suite à la clôture d'un placement privé, sans courtier, la Société a émis 1 000 000 de bons de souscription à un prix d'exercice de 0,28 \$ par action pour une période de 24 mois à compter de leur date d'émission.

Au 31 mars 2015, la Société a émis aux actionnaires un total de 40 930 015 bons de souscription pouvant être exercés par les actionnaires. Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire à une action ordinaire à un prix variant entre 0,18 \$ et 0,40 \$ par action pour une période variant de 18 à 24 mois suivant la date d'émission.

Option de rémunération émises aux courtiers en circulation en date du :	Options de rémunération émises aux courtiers	Options de rémunération exerçables	Prix d'exercice moyen (\$)
En date de ce rapport	136 000	136 000	0,12
31 mars 2015	981 140	981 140	0,28
31 décembre 2014	981 140	981 140	0,28
30 septembre 2014	981 140	981 140	0,28
30 juin 2014	981 140	981 140	0,28
31 mars 2014	981 140	981 140	0,28
31 décembre 2013	981 140	981 140	0,28
30 septembre 2013	958 190	958 190	0,32
30 juin 2013	1 048 425	1 048 425	0,33

Au 31 mars 2015, la Société avait octroyé aux courtiers 981 140 options de rémunération. Ces options de rémunération permettent à leurs détenteurs de souscrire à une action ordinaire au prix variant entre 0,12 \$ et 0,30 \$ l'action pour une période variant de 18 à 60 mois suivant la date d'émission.

Entre le 1^{er} avril 2015 et la date du présent rapport, 7 061 584 bons de souscription aux actionnaires ayant un prix d'exercice de 0,40 \$ et 845 140 options de rémunération aux courtiers ayant un prix d'exercice de 0,30 \$ ont expiré.

Opérations entre apparentés et objectifs commerciaux

Au cours des périodes de trois et neuf mois closes le 31 mars 2015, la Société a engagé les dépenses suivantes avec des membres de la haute direction de la Société. Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Période de trois mois close le 31 mars		
	2015 (\$)	2014 (\$)
Rémunération payée aux principaux dirigeants	125 451	69 728
Paiements en actions aux principaux dirigeants	151 114	-
Honoraires et dépenses payées aux membres du conseil d'administration	18 268	17 750
Paiements en actions aux membres du conseil d'administration	99 418	-

Période de neuf mois close le 31 mars		
	2015 (\$)	2014 (\$)
Rémunération payée aux principaux dirigeants	352 669	257 419
Paielements en actions aux principaux dirigeants	151 114	7 854
Honoraires et dépenses payées aux membres du conseil d'administration	54 097	54 920
Paielements en actions aux membres du conseil d'administration	99 418	23 560

Les transactions intersociétés effectuées, durant la période de trois mois close le 31 mars 2015, entre la Société et MQR, l'entreprise dans laquelle la Société détient une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ont totalisé 24 500 \$ (28 500 \$ en 2014) et sont divisées comme suit : la Société a facturé à MQR 24 500 \$ (25 200 \$ en 2014) en salaire et néant (3 300 \$ en 2014) en frais généraux administratifs et de bureau.

Durant la période de neuf mois close le 31 mars 2015, la Société a facturé à MQR 81 500 \$ (82 568 \$ en 2014) en salaire et néant (9 900 \$ en 2014) en frais généraux administratifs et de bureau.

Les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, c'est-à-dire le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords. Il n'y a pas de soldes intersociétés entre la Société et MQR au 31 mars 2015 (néant au 30 juin 2014).

Ententes hors bilan

La Société n'a pas conclu d'entente hors bilan.

Engagements

La Société avait pris les engagements suivants en date de ce rapport :

Propriété Whabouchi

Des 33 claims formant la propriété Whabouchi, 16 claims furent acquis de Victor Cantore et 10 claims furent acquis de Ressources Golden Goose Inc. La propriété Whabouchi est située sur les claims acquis de Cantore. En septembre 2009, la Société a acquis une participation de 100 % dans 16 claims miniers inclus dans la propriété Whabouchi. Les vendeurs ont conservé une redevance de 3 % sur les 16 claims et sur 4 des 7 claims miniers acquis par désignation par carte par la Société, dont 1 % peut être acheté pour un montant de 1 000 000 \$.

En cas de production commerciale sur l'un des 10 claims miniers acquis de Golden Goose Resources Inc. en janvier 2010, en lien avec la propriété Whabouchi, la Société devra payer une redevance de 2 % du revenu net de fonderie sur tous les métaux. La Société a l'option de racheter 1 % de la redevance du revenu net de fonderie pour un montant de 1 000 000 \$.

Propriété Sirmac

La propriété est composée de 24 claims, couvrant environ 1 101 hectares, localisés sur la feuille SNRC 32J11 dans la province de Québec, Canada. La propriété est sujette à une royauté de 1 % du revenu net de fonderie

sur 15 des 24 claims miniers qui composent la propriété, laquelle peut être rachetée par la Société pour un montant de 1 000 000 \$.

Bail

La Société loue des espaces de bureau et le bail a été renouvelé en novembre 2014 pour une période de trois ans, soit du 1^{er} février 2015 au 31 janvier 2018 et est assorti d'une option de résiliation après la première année de son renouvellement. Le loyer mensuel exigé pour les deux premières années du renouvellement s'élève à 4 517 \$ et sera de 4 740 \$ pour la troisième année. Au 31 mars 2015, les paiements contractuels restants, dans l'hypothèse où le bail ne serait pas résilié avant son échéance, totalisaient 156 259 \$.

Informations additionnelles pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenus significatifs

La Société fournit l'information sur les actifs de prospection et d'évaluation dans la note 7 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour la période close le 31 mars 2015.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les frais d'exploration reportés.

Les frais généraux et administratifs pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mars 2015, ainsi que pour la période précédente comparative, sont composés des dépenses suivantes :

Frais généraux et administratifs pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		
	2015 (\$)	2014 (\$)
Fourniture de bureau et envois	3 274	954
Assurances, taxes et permis	7 533	5 233
Loyer et entretien	17 522	16 035
Télécommunications	2 688	5 041
Formation, activités R.H. et autres dépenses	5 507	6 851
(Gain) / Perte sur conversion et autres ajustements	1 531	408
Total	38 055	34 522

Frais généraux et administratifs pour les périodes de neuf mois closes les 31 mars		
	2015 (\$)	2014 (\$)
Fourniture de bureau et envois	9 882	2 527
Assurances, taxes et permis	22 232	22 375
Loyer et entretien	47 201	37 108
Télécommunications	10 224	10 535
Formation, activités R.H. et autres dépenses	16 374	25 115
(Gain) / Perte sur conversion et autres ajustements	2 768	2 830
Total	108 681	100 490

Sources de financement

Les sources de financement des 8 derniers trimestres et jusqu'à la date de ce rapport sont incluses dans le tableau suivant:

Tableau des sources de financement				
Date	Type	Financement	Montant (\$)	Emploi du produit
11 avril 2013	Prospectus préalable de base simplifié, premier supplément de prospectus	Actions ordinaires	4 236 950	Frais généraux et administratifs, ainsi que l'ingénierie détaillée pour l'usine de phase 1 à Salaberry-de-Valleyfield
28 octobre 2013, 11 novembre 2013 et 14 novembre 2013	Prospectus préalable de base simplifié, deuxième supplément de prospectus	Actions ordinaires	2 500 000	Le produit net de ce financement qui a été clos en trois tranches a été utilisé pour : i) Poursuivre le processus d'autorisation de la mine et le concentrateur sur la propriété Whabouchi ; ii) Poursuivre l'étude de faisabilité pour le projet Whabouchi et l'usine hydrométallurgique à Salaberry-de-Valleyfield, et iii) les frais administratifs généraux.
2 avril 2014	Prospectus préalable de base simplifié, troisième supplément de prospectus	Actions ordinaires	3 250 000	Le produit net de ce financement a été utilisé pour : i) Continuer le processus d'obtention de permis pour la mine et le concentrateur sur la propriété de Whabouchi; ii) Compléter l'étude de faisabilité pour le projet Whabouchi et l'usine hydrométallurgique à Salaberry-de-Valleyfield; iii) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement; et iv) Effectuer le dernier paiement dû au vendeur de la propriété de Whabouchi d'un montant de 500 000 \$.

Tableau des sources de financement				
Date	Type	Financement	Montant (\$)	Emploi du produit
15 avril 2014	Prospectus préalable de base simplifié, troisième supplément de prospectus, option d'allocation supplémentaire	Actions ordinaires	487 500	Le produit net de l'option d'allocation supplémentaire a été utilisé pour : i) Continuer le processus d'obtention de permis pour la mine et le concentrateur sur la propriété de Whabouchi; ii) Compléter l'étude de faisabilité pour le projet Whabouchi et l'usine hydro métallurgique à Sallaberry-de-Valleyfield; et iii) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement.
14 et 17 novembre 2014	Prospectus préalable de base simplifié, quatrième supplément de prospectus	Actions ordinaires	1 500 000	Le produit net de l'option d'allocation supplémentaire a été utilisé pour : i) Continuer le processus d'obtention de permis pour la mine et le concentrateur sur la propriété de Whabouchi, ainsi que les suivis nécessaires à l'obtention des permis. ii) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement.
17 novembre 2014	Placement privé, avec courtier	Actions ordinaires	42 500	Le produit net de l'option d'allocation supplémentaire a été utilisé pour : i) Continuer le processus d'obtention de permis pour la mine et le concentrateur sur la propriété de Whabouchi, ainsi que les suivis nécessaires à l'obtention des permis. ii) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement.
4 et 20 février 2015	Prospectus préalable de base simplifié, cinquième supplément de prospectus	Actions ordinaires	2 000 000	Le produit net de l'option d'allocation supplémentaire a été utilisé pour : i) Amorcer les travaux d'ingénierie détaillés en lien avec l'usine de phase 1; ii) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement.
11 mars 2015	Placement privé, sans courtier	Actions ordinaires	400 000	Le produit net de l'option d'allocation supplémentaire sera utilisé pour : i) Financer les frais généraux d'administration et les autres besoins liés au fonds de roulement.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET BASES DE PRÉSENTATION**Base d'établissement****A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ**

La Société prépare ses états financiers intermédiaires résumés conformément aux IFRS, tel que publié par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et en conformité avec les politiques comptables utilisées par la Société dans les plus récents états financiers annuels audités, sauf lorsque noté ci-bas. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS s'appliquant à la préparation des états financiers intermédiaires y compris l'IAS 34, Information financière intermédiaire. Certaines informations normalement incluses dans les états financiers annuels audités préparés conformément aux IFRS, en particulier les notes afférentes, ont été omises ou condensées. En conséquence, ces états financiers intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels audités, incluant les notes, de l'exercice clos le 30 juin 2014 de la Société. Le conseil d'administration a approuvé les états financiers intermédiaires résumés le 26 mai 2015.

B) BASE D'ÉVALUATION

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation, ce qui signifie que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

C) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

D) UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

L'établissement de ces états financiers intermédiaires résumés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les années futures touchées par ces révisions.

Les jugements importants et les sources principales d'estimations qui ont été portés par la direction afin d'appliquer les conventions comptables de la Société lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés étaient les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels pour l'exercice clos le 30 juin 2014 de la Société.

Principales méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires résumés consolidés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables utilisées dans les états financiers audités de l'exercice clos le 30 juin 2014, sauf si noté ici-bas:

A) NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS**Amendements à IAS 32, *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers***

En décembre 2011, l'IASB a publié « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ». La date d'entrée en vigueur des modifications à la norme IAS 32 est pour les exercices financiers annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications doivent être appliquées rétrospectivement.

Les amendements à l'IAS 32 précisent que l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser si ce droit :

- n'est pas subordonné à un événement futur ; et
- est exécutoire tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de toute contrepartie.

Les amendements à l'IAS 32 précisent également quand un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut qui est équivalent à un règlement net.

IAS 32 n'a eu aucune incidence significative sur ses états financiers intermédiaires résumés.

IFRIC 21, *Droits ou taxes*

En mai 2013, l'IASB a publié IFRIC 21, *Droits ou taxes*. Les conditions de l'IFRIC 21 s'appliquent aux exercices financiers annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, et doivent être appliquées de manière rétrospective.

IFRIC 21 fournit des indications sur la comptabilisation des prélèvements conformément aux exigences de la norme IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un prélèvement comme une sortie de fonds d'une entité imposée par un gouvernement conformément à la législation en vigueur. On note également que les prélèvements ne résultent pas de contrats de l'exécuteur ou d'autres arrangements contractuels.

L'interprétation confirme également que l'entité comptabilise un passif pour un prélèvement uniquement lorsque l'événement déclencheur spécifié dans la législation se produit.

IFRIC 21 n'a eu aucune incidence significative sur ses états financiers intermédiaires résumés.

B) NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS NON ENCORE ADOPTÉS

Les nouvelles normes, interprétations et amendements suivants ont été publiés, mais ne sont pas encore effectifs, donc ils n'ont pas encore été appliqués lors de la préparation de ces états financiers intermédiaires résumés :

IFRS 9, Instruments financiers

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} juillet 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS***RISQUES ET INCERTITUDES***

L'acquisition des titres de la Société doit être considérée comme hautement spéculative avec des risques importants, mais sans s'y limiter:

Les activités de la Société sont exposées à des risques financiers: risque de marché, risque de crédit et risque de liquidité.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers à court terme, qui comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres débiteurs et les créditeurs et charges à payer s'approchent de leur juste valeur en raison de leur échéance immédiate ou à court terme.

EXPOSITION ET GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à un certain nombre de risques à divers degrés. Le type de risque et la façon dont l'exposition est gérée sont décrits ci-dessous :

(i) RISQUE DE MARCHÉ :

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur des paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT :

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les équivalents de trésorerie portent intérêt à un taux fixe de 1,25 % par an. En relation avec ces éléments, il n'y a pas d'exposition à la variation de la juste valeur en raison du fait qu'ils sont rachetables en tout temps. Les autres actifs et passifs financiers de la Société, à la date des états financiers, ne représentent pas de risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils sont sans intérêts. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

RISQUE DE CHANGE :

La Société effectue certaines transactions en dollars américains et en d'autres devises. La contrepartie dans les comptes à payer et les charges à payer s'élevait à 76 497 \$ CA (37 251 \$ US et 15 690 £) au 31 mars 2015 et à 179 609 \$ CA (162 395 \$ US et 4 200 £) au 30 juin 2014. Conséquemment, la Société est exposée au risque de fluctuation du taux de change, mais le risque est toutefois minime en raison du solde négligeable en devise.

(ii) Risque de crédit :

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des autres débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers représente le risque maximum auquel la Société est exposée au risque de crédit à la date des états financiers. Le risque de crédit sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées et attribuées par des agences de crédit internationales.

(iii) Risque de liquidité :

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance.

La Société gère ce risque par la gestion de sa structure du capital. En outre, elle gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

Au 31 mars 2015, tous les passifs financiers de la Société ont des échéances contractuelles de moins d'un an et la Société a suffisamment de fonds disponibles pour répondre à ses passifs financiers courants. À la même date, la Société avait 2 529 837 \$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie non réservés à la prospection (1 099 505 \$ au 30 juin 2014) ainsi que 129 630 \$ en taxes de vente à recevoir (298 723 \$ au 30 juin 2014) et 199 578 \$ en droits miniers et crédits d'impôt à recevoir (525 234 \$ au 30 juin 2014) pour répondre à ses passifs financiers et ses passifs financiers futurs provenant de ses engagements.

TITRES DE PROPRIÉTÉ

Conformément à la loi et aux règlements sur l'exploitation minière de la province de Québec, la Société, pour renouveler ses titres miniers, doit engager un seuil minimum de dépenses d'exploration et payer au gouvernement du Québec une rente pour chaque titre et pour chaque période de renouvellement de 2 ans. Il n'y a pas de renouvellements à venir entre la date du présent rapport de gestion et le 30 juin.

FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE

À l'avenir, des fonds supplémentaires seront nécessaires pour financer les travaux d'exploration ou de développement sur les propriétés de la Société pour verser le paiement de renouvellement des titres formant les propriétés et pour couvrir les coûts de gestion de la Société. La Société devra également obtenir du financement additionnel afin de construire et exploiter l'usine de phase 1, ainsi que la mine Whabouchi, un concentrateur et usine hydrométallurgique. Les principales sources de fonds disponibles pour la Société sont l'émission d'actions supplémentaires, des emprunts d'argent ou la vente de participation dans ses propriétés. Rien ne garantit que les efforts de la Société pour organiser un financement additionnel à des conditions satisfaisantes pour la Société soient fructueux.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'INDUSTRIE

L'exploration et le développement des ressources minérales, y compris la construction, le démarrage et l'exploitation d'une mine, comportent des risques importants que même une évaluation soignée jumelée à l'expérience et le savoir-faire ne saurait éviter. Bien que la découverte d'un gisement puisse s'avérer extrêmement lucrative, un faible nombre de propriétés où sont réalisés des travaux d'exploration et de

développement deviennent des exploitations minières par la suite. Des dépenses importantes sont nécessaires pour établir les réserves de minerai, élaborer les procédés métallurgiques et construire l'installation minière sur un site particulier. Il est impossible de fournir une assurance à l'effet que les programmes d'exploration et de développement envisagés par la Société résulteront en une exploitation minière rentable.

La viabilité économique d'un gisement minéral dépend de nombreux facteurs, dont certains sont dus aux caractéristiques particulières du gisement, en particulier sa taille, son contenu et sa proximité avec les infrastructures, ainsi que le caractère cyclique des prix des métaux, de même que les réglementations gouvernementales, les redevances, les limites de la production, l'importation et l'exportation de minéraux et la protection de l'environnement ainsi que l'acceptabilité sociale du projet. L'incidence de ces facteurs ne saurait être évaluée de façon précise, mais leur effet peut faire en sorte que la Société ne fournisse pas un rendement adéquat sur les fonds investis.

Les activités minières comportent un niveau important de risques. Les activités de la Société sont assujetties à tous les dangers et les risques généralement associés aux activités d'exploration et de développement, y compris des formations géologiques, des explosions, des effondrements, des inondations ou d'autres situations au caractère inhabituel et imprévu qui peuvent survenir pendant le forage et l'enlèvement du minerai et qui pourraient entraîner des dommages physiques, matériels ou environnementaux et, éventuellement, une responsabilité juridique.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

Les activités de la Société sont assujetties à diverses lois fédérales, provinciales et locales qui ont trait à l'exploration et au développement, aux taxes, aux normes du travail, aux maladies professionnelles et à la sécurité au travail, à la sécurité dans les mines, aux substances toxiques, à la protection de l'environnement et à d'autres sujets. L'exploration et le développement sont soumis à des mesures législatives et réglementaires avec les niveaux fédéral, provincial et local en ce qui a trait à la protection de l'environnement. Ces lois imposent des normes élevées à l'industrie minière afin de contrôler les rejets d'eaux usées et de forcer les participants à rendre compte de tels contrôles auprès des autorités légitimes dans le but de réduire ou d'éliminer les impacts découlant de certaines activités de production, d'extraction et de traitement, lesquelles peuvent par la suite entraîner des dépôts sur le sol ou des rejets dans l'air ou l'eau ainsi que dans le but de compléter les travaux de restauration des propriétés minières, de contrôle des déchets et des matériaux dangereux et de réduire les risques d'accidents industriels. Le défaut de se conformer aux mesures législatives susmentionnées peut entraîner des amendes importantes et d'autres pénalités.

RISQUES D' ACTIONS EN JUSTICE ET RISQUES NON ASSURABLES

La Société pourrait être tenue responsable de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne pouvait pas être assurée ou contre lesquels elle pourrait choisir de ne pas s'assurer étant donné le coût élevé des primes ou d'autres raisons. Le paiement de montants exigibles à cet égard pourrait entraîner la perte des actifs de la Société.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Certains des administrateurs et dirigeants de la Société assument des postes en tant qu'administrateurs ou dirigeants d'autres sociétés impliquées dans l'exploration et l'exploitation des ressources minérales. De telles responsabilités pourraient entraîner des conflits d'intérêts. Toute décision impliquant la Société et qui sera prise par ces administrateurs et dirigeants le sera en conformité avec leurs devoirs et obligations d'agir de manière équitable et de bonne foi envers la Société et ces autres sociétés. En outre, ces administrateurs et dirigeants déclareront leur intérêt et s'abstiendront de voter sur toute question qui pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts.

PERMIS, LICENCES ET AUTORISATIONS

Les activités de la Société exigent l'obtention et le maintien de permis et de licences provenant de diverses autorités gouvernementales. La Société juge qu'elle détient tous les permis et toutes les licences nécessaires à ses activités; elle exerce actuellement ses activités en conformité avec les lois et règlements. Tout changement apporté aux règlements pourrait affecter ces permis et licences. Rien ne garantit que la Société peut obtenir tous les permis et toutes les licences nécessaires afin de poursuivre ses activités minières, de construire des mines ou des installations minières et de commencer l'exploitation de ses propriétés d'exploration. Par ailleurs, si la Société commence l'exploitation d'une propriété d'exploration, elle devra obtenir les permis et licences nécessaires et se conformer à toutes les obligations requises concernant l'utilisation de l'eau, l'élimination des déchets, etc. Rien ne garantit que la Société sera en mesure d'obtenir ces permis et licences ni qu'elle sera en mesure de se conformer à leurs exigences.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DE LA GESTION

La Société est dépendante de certaines personnes en ce qui a trait à sa gestion. La perte de leurs services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société.

REVENDEICATIONS TERRITORIALES

Les propriétés dans lesquelles la Société détient une participation ne sont actuellement pas soumises à des revendications territoriales de la part des Premières Nations. Aucune assurance ne peut cependant être fournie à l'effet que tel ne sera pas le cas dans le futur.

PRIX DES MÉTAUX

Le prix des actions ordinaires et les résultats financiers de la Société – notamment ses activités d'exploration et de développement – pourraient subir, dans le futur, des effets négatifs importants en raison de la chute du prix des métaux, ce qui se traduirait par une incidence sur la capacité de la Société à financer ses activités. Les prix des métaux fluctuent de manière importante et sont tributaires de divers facteurs qui sont indépendants de la volonté de la Société, tels que la vente ou l'achat de métaux par différents courtiers, les banques centrales et les institutions financières; les taux d'intérêt; les taux de change; le taux d'inflation ou de déflation; les fluctuations de la valeur du dollar canadien et des monnaies; l'offre et la demande régionale et mondiale; et finalement, la conjoncture économique et politique qui prévaut dans les pays qui sont d'importants producteurs de métaux dans le monde. Les prix des métaux ont largement fluctué au cours des dernières années et toute chute grave pourrait empêcher la poursuite des activités de développement en cours sur les propriétés de la Société.

RISQUES FISCAUX

La Société se finance en partie par l'émission d'actions accréditives, cependant il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société seront admissibles comme frais d'exploration canadiens même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. Dans un tel cas, la Société indemniserait chaque souscripteur d'actions accréditives pour les impôts supplémentaires à payer par le souscripteur à la suite de l'échec de la Société à renoncer aux dépenses admissibles comme convenu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

Cette analyse par la direction a été préparée à la date indiquée dans l'en-tête de ce rapport. Des renseignements complémentaires sur la Société, y compris les rapports techniques mentionnés dans ce rapport et la notice annuelle sont disponibles sur le site www.sedar.com et sur notre site web www.nemaskalithium.com.

INFORMATION GÉNÉRALE

SIÈGE SOCIAL

450, rue de la Gare-du-Palais
1^{er} étage
Québec (Québec) G1K 3X2
CANADA
Tél: 418 704-6038
Fax: 418 614-0627

SITE INTERNET

www.nemaskalithium.com

COURRIEL

info@nemaskalithium.com

BOURSES

Bourse de croissance TSX sous le symbole **NMX**
OTCQX sous le symbole **NMKEF**

DIRIGEANTS

Guy Bourassa
Président, Chef de la direction et Secrétaire

Steve Nadeau, CPA, CGA
Chef de la direction financière

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel Baril*, ing., Président du conseil
Guy Bourassa, Administrateur
René Lessard*, Administrateur
Judy Baker, Administratrice
Vivian Wu, Administratrice
Gordon Gao, Administrateur
Paul-Henri Couture*, Administrateur
* Membre du comité d'audit

AVISEURS LÉGAUX

Stein Monast, L.L.P.
Édifce Stein Monast
70, rue Dalhousie
Bureau 300
Québec (Québec) G1K 4B2
CANADA

AGENT DE TRANSFERT

Computershare Trust Company of Canada
1500, rue Université
7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8
CANADA

AUDITEURS

KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
600, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 1500
Montréal (Québec) H3A 0A3
CANADA

RELATION AUX INVESTISSEURS

Contact : Wanda Cutler
wanda.cutler@nemaskalithium.com
Tél : 416 303-6460

Contact : Victor Cantore
victor.cantore@nemaskalithium.com
Tél : 514 825-3036